



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX

Savigny-le-Temple, le **07 NOV. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMF-QSE (ex. LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES)

Zone d'activité Parisud
Boulevard Jean Monnet
77127 Lieusaint

Référence : E4/23-2579
Code AIOT : 0006501399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement AMF-QSE (ex. LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES) implanté zone d'activité Parisud, boulevard Jean Monnet, 77127 Lieusaint. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF-QSE (ex. LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES)
- Zone d'activité Parisud Boulevard Jean Monnet 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006501399
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMF-QSE est autorisée à exploiter un entrepôt couvert, sur la commune de Lieusaint (77127).

Les activités de cet entrepôt sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 89 DAE 2 IC 186 du 2 août 1989.

En 2008, les prescriptions relatives aux eaux d'extinction incendie ont été modifiées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°08 DAIDD IC 333 du 28 octobre 2008.

Le 20 janvier 2012, la société AMF-QSE a bénéficié du récépissé de déclaration n°2012/DRIEE/UT77/08 pour l'exploitation d'un local de charge d'une puissance maximale de

courant continu de 280,08 kW.

Le 5 juin 2015, le récépissé de déclaration n°2015/DRIEE/UT77/077 a été délivré à la société AMF-QSE pour l'extension de son activité de stockage.

En 2021, à la suite du porter-à-connaissance déposé le 19 novembre 2020, l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/DRIEE/UD 77/002 en date du 9 mars 2021 a modifié l'arrêté préfectoral de 1989.

En 2022, un nouveau porter-à-connaissance a été déposé. Dans ce cadre, l'arrêté préfectoral n°2022 DRIEAT UD77 144, du 26 décembre 2022 a été délivré à la société AMF-QSE. Les dispositions de ce dernier remplacent celles des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques ;
- risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Bruit	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 6.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Entretien des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 74.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Installations électriques	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Installation de combustion - Efficacité énergétique	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 3.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Installation de combustion - vérification du bon état	Arrêté Ministériel du 02/10/2009, article annexe I - article 1.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des matières stockées	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.1.2	/	Sans objet
4	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.1.4	/	Sans objet
7	Eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.6.2	/	Sans objet
9	Installation de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article annexe I - article 2.14	/	Sans objet
11	Risques incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe VIII - article 1.	/	Sans objet
12	Locaux de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article annexe I - article 2.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de l'inspection, des non-conformités sont constatées ; toutefois, l'exploitant a déjà engagé des actions pour lever ces non-conformités. Il devra transmettre à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier de la réalisation des différentes actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• a couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;• l'effluent ne dégage aucune odeur ;• teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;• teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;• teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;• teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. [...]
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'aucune analyse des eaux pluviales n'a été réalisée en 2022 et en 2023. Par courriel du 19 octobre 2023, un devis pour la réalisation de ces analyses a été transmis. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses réalisées, sous un délai de <u>3 mois</u> . L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que 2 séparateurs d'hydrocarbures sont présents sur le site. Ces derniers font l'objet d'un curage annuel. Le dernier curage a eu lieu le 21 septembre 2022 ; les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ont été transmis à l'inspection des installations classées ainsi que la facture. Il est à noter que le curage 2023 des séparateurs à hydrocarbures n'a pas encore été réalisé. Afin de respecter une fréquence annuelle, il est rappelé à l'exploitant que le nettoyage des séparateurs à hydrocarbures doit être effectué avant la fin de l'année. L'exploitant transmettra donc à l'inspection des installations classées tout justificatif permettant d'attester du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures pour l'année 2023, dans un délai de <u>3 mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.</p> <p>Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les résultats de mesures acoustiques. Il semblerait que des mesures aient été réalisées en 1990, à la mise en service de l'entrepôt, mais ces dernières n'ont pas été retrouvées. Aucune autre mesure n'a été réalisée depuis.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant a pris contact avec un prestataire pour faire réaliser ces mesures. Par courriel du 20 octobre 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un rendez-vous a été pris pour le 24 octobre 2023, avec un prestataire.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous <u>6 mois</u>, le rapport des mesures acoustiques, et, le cas échéant, le plan d'action en cas de non-conformité(s) constatée(s).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <ol style="list-style-type: none"> répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire

et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées mis à jour de façon hebdomadaire.

Ce dernier est réalisé en fonction de la typologie ICPE des produits stockés et par cellule.

L'exploitant veille au respect des volumes imposés par arrêté préfectoral dans chaque cellule.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il ne stockait plus de matières dangereuses depuis 2021, suite au changement de client. Cependant, il souhaite conserver le bénéfice des rubriques 4718 et 4801. Ainsi, les seules fiches de données de sécurité présentes sont celles des produits d'entretien utilisés sur le site. Ces dernières ont été transmises en amont de la visite.

Un plan des stockages est annexé à l'état des stocks. Ce dernier permet de localiser les différents stockages ; les volumes ainsi que les quantités de produits sont reportés sur ce plan.

Un état des matières stockées sous format synthétique et vulgarisé est également disponible.

Les états des matières stockées sont disponibles en version informatique, à tout moment. Par ailleurs, une version papier est éditée et déposée au poste de garde.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et contrôle des accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p> <p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point n°3, un gardiennage du site est assuré pendant et en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>En dehors des horaires de fonctionnement, le gardien réalise au minimum 2 rondes afin notamment de permettre l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, leur accueil et leur accès au site en cas de sinistre.</p> <p>Lors de la visite, il a pu être constaté que toute personne étrangère au site doit se présenter au PC sécurité avec une pièce d'identité. Le gardien relève l'identité, l'heure d'arrivée et l'heure de départ de la personne. Il lui remet un badge d'accès et un plan du site. Pour pénétrer dans l'entrepôt, le badge est nécessaire.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 74.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, système de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales et des eaux d'extinction incendie, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau des liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Constats :</p> <p>La dernière vérification du système de sprinklage a été réalisé le 29 mars 2023. Le compte-rendu de vérification semestrielle Q1 fait état de non-conformités dont certaines sont susceptibles de mettre en échec le système.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un groupe motopompe a été changé ; ce dernier est incompatible avec la carte électronique qui permet le report vers la centrale. Une nouvelle carte électronique a été commandée en juin 2023. Or, cette dernière n'a pas encore été livrée, compte-tenu du contexte particulièrement tendu pour l'approvisionnement en matériel électronique. Cependant, l'installation reste fonctionnelle et les essais hebdomadaires du système montre qu'il fonctionne correctement, hormis le problème de report vers la centrale.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le bon d'intervention du prestataire qui confirme que la carte électronique est en cours de réparation ainsi que le devis accepté pour le changement de cette pièce.</p>

Par ailleurs, il a été rappelé que le gardien effectue 2 rondes en dehors des heures ouvrées. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois, les justificatifs attestant du remplacement de la carte électronique du système de sprinklage.

Le dernier contrôle des robinets d'incendie armés (RIA) a été effectué le 11 juillet 2023. Le rapport de vérification et de maintenance périodique fait état de plusieurs déficiences.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une commande pour réaliser les travaux de mise en conformité est en cours. Le devis accepté et signé le 9 octobre 2023 a été transmis ; les travaux devraient avoir lieu courant novembre 2023. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous 2 mois, les bons d'intervention confirmant la réalisation des travaux.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que les accès aux RIA étaient dégagés.

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 22 juin 2023 et a montré que plusieurs extincteurs étaient à changer. Le changement de ces derniers a été effectué le 27 juin 2023.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les plans de sécurité avaient été mis à jour ; ces derniers devraient être reçus très prochainement.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que l'ensemble des extincteurs étaient facilement accessibles.

Le site dispose de 6 poteaux incendie privés. Ces derniers ont fait l'objet d'un contrôle de débit et de pression, le 11 juillet 2023. Tous les poteaux incendie étaient conformes.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un contrôle du débit et de la pression sur plusieurs poteaux incendie, en simultané sera réalisé en juillet 2024.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que tous les poteaux incendie étaient facilement accessibles.

Les exutoires de fumée ont fait l'objet d'un contrôle le 30 juin 2023. Il a été mis en évidence une trappe mal axée étant à l'origine de fuites. Cette dernière a été réparée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [..]
Constats : Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification les 21 et 22 février 2023. Le rapport de vérification des bureaux ne fait mention d'aucune non-conformité et le Q18 délivré indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion. En revanche, le rapport de vérification des cellules de l'entrepôt fait état de 7 observations et d'une non-conformité pouvant entraîner un risque d'incendie et d'explosion. En effet, il a été observé la présence de poussières dans une armoire électrique. Par conséquent, le Q18 délivré mentionne que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le dépoussiérage de l'armoire électrique a été réalisé en interne, par une personne habilitée le 4 mars 2023 ; cette intervention a été tracée. Par ailleurs, les observations n°24 et 26 ont également été levées en interne le 4 mars 2023 ; l'observation n°27 a été levée le 7 août 2023 également en interne. L'exploitant a transmis les devis acceptés et signés en date des 16 et 17 octobre 2023 pour la levée des autres observations. Il a été précisé que l'intervention se ferait sous 4 semaines à date de la commande, soit courant novembre 2023. La prochaine vérification des installations aura lieu en février 2024. Les rapports d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) pour les bureaux et les cellules de l'entrepôt sont conformes. L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, sous un délai de <u>2 mois</u> , les éléments permettant de justifier de la réalisation des différents travaux permettant de lever les non-conformités observées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

[...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

[...]

Le volume minimum des eaux d'extinction (comprenant le volume des eaux issues des cuves des sprinklers, de l'utilisation des poteaux incendie, des intempéries et du stockage de liquides au sein de l'entrepôt) pouvant être retenu sur ces zones est de 2680 m³, ce qui correspond au volume d'eau écoulé pendant 2 heures d'intervention des services de secours. Avant atteinte de cette limite, l'exploitant fait appel dans les plus brefs délais à des sociétés spécialisées charger de pomper les effluents.

Deux vannes d'isolement installées sur le réseau des eaux pluviales, en amont du rejet en dehors du site de ces dernières, permettent d'isoler ledit réseau et de mettre en charge les zones étanches et incombustibles susvisées permettant de ce fait de retenir les eaux d'extinction d'incendie.

Constats :

En cas de sinistre, les eaux d'extinction incendie seront en partie récupérées dans le bassin de rétention, situé au nord du bâtiment, d'un volume de 1 910 m³. Le reste des eaux sera retenu sur les aires plateforme pour un volume de 784 m³. Soit un total de 2 694 m³ d'eau pouvant être retenu.

Deux vannes d'isolement, à commande manuelle, sont présentes et permettent d'isoler le réseau d'eaux pluviales et de mettre en charge les zones étanches et incombustibles afin de retenir les eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le bassin de rétention avait été totalement nettoyé le 23 septembre 2022. La facture et le bordereau de collecte relatifs à ce nettoyage a été transmis.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que le bassin de rétention était vide et que les bâches incombustibles étaient en bon état. Il a été précisé que ces dernières ont été changées récemment.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installation de combustion - Efficacité énergétique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du Code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du Code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.[...]
Constats : Conformément à l'article R. 224-35 du Code de l'environnement, un contrôle de la performance énergétique de la chaudière est réalisé tous les 3 ans. Le dernier contrôle date du 29 septembre 2021 et fait mention d'un dépassement en NOx pour le générateur 2. Il est rappelé que l'article R. 224-36 du Code de l'environnement prévoit qu'en cas de non-conformité d'une chaudière, l'exploitant est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de contrôle. Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les mesures correctives mises en place afin de pallier cette non-conformité, sous un délai maximal de <u>3 mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Installation de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article annexe I - article 2.14
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la combustion
Prescription contrôlée : Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.[...]
Constats : Une vérification du contrôle de la combustion est réalisée tous les 6 mois par un prestataire. La dernière vérification date du 12 avril 2023 et était conforme. La prochaine vérification aura lieu début novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installation de combustion - vérification du bon état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/10/2009, article annexe I - article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du bon état des parties accessibles
Prescription contrôlée : Un avis global est porté sur la qualité de l'entretien ; examen des divers documents de l'exploitant. Si une anomalie est constatée, elle est signalée à l'exploitant. [...]
Constats : Le contrôle des installations de combustion du 12 avril 2023 mentionne que les vases d'expansion sont hors service et que le ballon d'eau chaude sanitaire (ECS) fuit. Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées ne pas voir encore engagé d'actions. Par courriel du 19 octobre 2023, l'exploitant a indiqué qu'un devis était en cours et que ce dernier serait accepté et signé immédiatement. Par courriel du 20 octobre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une copie du devis pour le remplacement du ballon d'ECS et des vases d'expansion. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les bons d'intervention attestant de la réalisation des travaux sous un délai de <u>3 mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe VIII - article 1.
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des flux thermiques
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : Conformément à l'annexe VIII - article 1 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant a fait réaliser une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² . Cette dernière a été transmise à l'inspection des installations classées dans son porter-à-connaissance du 1er juillet 2022. Cette étude faisait apparaître qu'au niveau de la cellule 3, les flux thermiques de 8 kW/m ² sortaient du site. Par conséquent, l'exploitant a proposé la mise en place d'un flocage coupe-feu 2h sur toute la paroi Est de la cellule 3. La modélisation réalisée avec cette mesure compensatoire montre que les flux thermiques de 8 kW/m ² sont contenus dans les limites de propriété. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que les travaux de flocage de la paroi Est de la cellule 3 sont en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Locaux de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article annexe I – article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des aires et locaux de travail
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter, conformément au point 5.7 et au titre 7, les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7. et au titre 7.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le sol du local de charge sont en pente douce vers les siphons permettant de récupérer les eaux de lavage ou les produits répandus de façon accidentelle. Ce dispositif permet de séparer le sol du local de charge des autres locaux. Il a également été observé que le sol et les murs (sur une hauteur d'environ 1 mètre) sont recouverts d'une résine assurant leur étanchéité. Il a été constaté, par endroit, des impacts sur le sol. Il a été recommandé à l'exploitant de procéder à une "réparation" de ces impacts avant que la résine ne soit totalement dégradée et n'assure plus l'étanchéité du sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet